



Déclaration concernant le réseau des CIO CTA du 22.10.2012

Alors qu'au niveau national, la profession apprend, avec grand désarroi, les projets du gouvernement de territorialiser l'orientation poursuivant la mise en place de la labellisation (fausse route assumée dans la confusion entre orientation scolaire et orientation professionnelle), posant la question éthique de la destruction d'un système national démocratique et entraînant une nouvelle refonte des missions des Conseillers d'Orientation-Psychologues, l'état des lieux au niveau académique est inacceptable.

En effet, depuis 2011, ce sont 13 CIO qui ont dûes et déjà fusionné, laissant ainsi 14 CIO en lieu et place des 22 implantés sur le département du Nord, soit au total 25 en lieu et place des 33 implantés sur l'académie avant 2011. En anticipation de ce CTA, le Rectorat rencontre actuellement les équipes pour prévoir les fusions à venir - celles qui ne laisseront au public que 20 CIO survivants sur l'académie.

Le SNES-FSU dénonce les conditions de travail devenues catastrophiques dans les CIO ayant vécu la fusion : équipes en surnombre dans des espaces réduits à multi-usage, perte de contact dans les équipes, diminution drastique des budgets, suppression des postes de DCIO et de personnels administratifs. **Nous ne pouvons croire le Rectorat insensible à la souffrance au travail qui s'est maintenant installée de manière déplorable au sein des équipes !** Les professionnels sont seuls à faire face à ces difficultés et partagent le profond sentiment d'abandon de la part de la hiérarchie. Alors que le Rectorat se retranche derrière le désengagement financier du Conseil Général, nous savons qu'il s'agit bien d'une politique nationale de démantèlement des services d'orientation. L'Education Nationale doit accueillir les usagers dans des conditions dignes et offrir à ses personnels les conditions nécessaires à un travail de qualité. Par ailleurs, les expériences sur Maubeuge, Lille ou encore Dunkerque montrent clairement que ces fusions, loin de mettre en valeur les CIO, conduisent à une baisse de la fréquentation. Non, un grand CIO n'est pas plus visible ni plus efficace qu'un petit CIO, bien au contraire. L'augmentation des tâches qui incombent aux DCIO entraîne indéniablement une perte de représentativité des services dans les différentes instances. L'alternative de proposer des permanences en mairie pour remailler le territoire n'est pas acceptable. On ne supprime pas des CIO pour revenir sur les secteurs lésés de manière insensée. La profession veut travailler, la profession veut recevoir le public, la profession veut se montrer au plus proche des usagers mais dans des lieux d'exercice statutaires, reconnus comme lieux ressources et avec des conditions de travail acceptables ! Le SNES-FSU rappelle le décret n°2011-990 du 23 août 2011 définissant les CIO et les établissements d'enseignement du second degré qui en relèvent comme uniques lieux d'exercice des Conseillers d'Orientation-Psychologues et directeurs de CIO !

Parallèlement aux conditions de logement, les CIO ont du faire face à une rentrée inadmissible. Les besoins n'ont pas été anticipés et de nombreux postes sont restés vacants encore plusieurs semaines après le début de l'année scolaire. **Actuellement, la profession sur l'académie de Lille compte plus de 20% de contractuels** que les titulaires, au-delà de leurs nombreuses missions, se sentent le devoir de former. La solution réside bien ici dans

l'augmentation du nombre de postes au concours externe ou interne et la création d'un concours réservé exceptionnel.

Le SNES-FSU demande à Monsieur le Recteur de faire remonter auprès du Ministère l'urgence d'une reprise conséquente du recrutement de conseillers titulaires.

Le SNES-FSU renouvelle sa demande d'arrêter les fusions de CIO, qui ne peuvent en aucun cas être bénéfiques au public, et demande de revoir une réimplantation de CIO de proximité suffisante et couvrant l'académie de manière réellement efficace.

Le SNES-FSU renouvelle sa demande de moratoire concernant la labellisation des CIO dans la région. Nous ne pouvons accepter la nouvelle tentative de décentralisation de l'orientation scolaire.

La profession en a assez d'être utilisée et malmenée.